

**CONJONCTURE** Recul des investissements, hausse du chômage et incertitudes internationales, l'institut de statistiques dresse le portrait d'une France au bord de la récession.

L'Insee publie chaque trimestre un « point de conjoncture » qui rend compte de la situation économique, de son évolution sur les trois derniers mois au niveau mondial comme au niveau national, et qui trace quelques perspectives à brève échéance. Bien que les termes de l'analyse soient polés, ses constats sont dévastateurs pour la politique économique suivie par le gouvernement : tous les indicateurs sont au rouge et la politique mise en œuvre ne peut qu'aggraver la situation.

Pour l'institut, le chômage poursuivrait sa progression : « Au deuxième trimestre 2014, le taux de chômage a légèrement augmenté, à 10,2 % de la population active en France en moyenne (9,7 % en France métropolitaine). Au second semestre, il augmenterait de nouveau légèrement, à 10,3 % en fin d'année (9,9 % en France métropolitaine). »

Une autre courbe est presque inversée, celle de la croissance. Le niveau attendu en France aux troisième et quatrième trimestres de 2014 sera de 0,1 %, après deux premiers trimestres à 0 %. La croissance

attendue en 2014 pour l'Insee est donc de 0,4 %, soit une croissance équivalente à celle constatée en 2012 et 2013. Cette évaluation est bien loin du 1 % de croissance attendu en 2015 par le gouvernement, qui a construit son prochain budget sur cette hypothèse.

## Administrations, entreprises, ménages : l'investissement recule

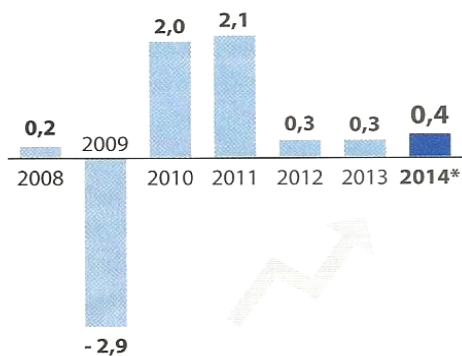
Une hypothèse qui s'apparente à un doux rêve tant le constat de l'institut de statistiques montre que l'économie française est totalement à l'arrêt, avec un recul au second trimestre 2014 tant de l'investissement public (-0,7 %) que de l'investissement des ménages (-2,7 %, en baisse pour le dixième trimestre consécutif) et de l'investissement des entreprises (-0,7 %). Et les perspectives affichées pour le second semestre 2014 ne paraissent pas des plus réjouissantes : toutes les baisses d'investissement vont se poursuivre, selon l'Insee. L'investissement public devrait reculer de 0,4 % au troisième trimestre, puis de 0,3 % au quatrième trimestre 2014. Celui des ménages de 0,8 % puis de 0,6 %, et celui des entreprises de respectivement 0,3 et 0,2 %. Pour l'institut, en 2014, l'investissement des ménages aura reculé en tout de 7,4 % et atteindrait son plus bas niveau depuis 1998...

Mais, comme si cela ne suffisait pas, le gouvernement prévoit toujours 21 nouveaux milliards d'euros de coupes dans les dépenses dès 2015. Autant dire, donc, que son estimation de 1 % de croissance l'année prochaine témoigne de l'insincérité du budget soumis à la représentation nationale.

## QUATRE INDICATEURS INQUIÉTANTS

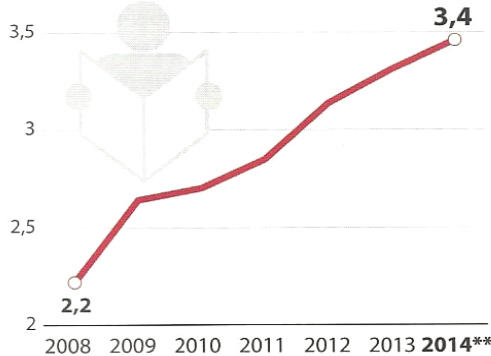
### La croissance

Variation annuelle du PIB, en %



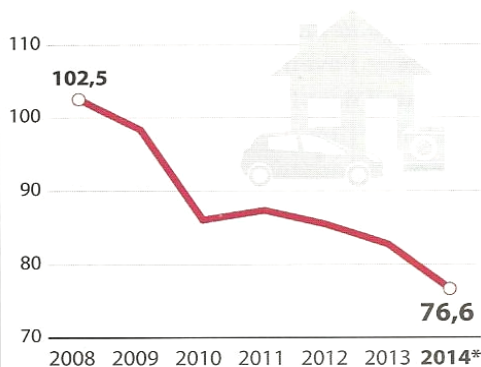
### Le chômage

Demandeurs d'emploi de catégorie A\*, en millions



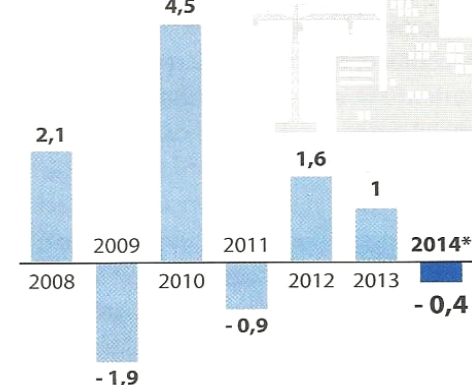
### L'investissement des ménages

Évolution en volume, base 100 début 2008



### L'investissement public

Variation annuelle en %, en volume



\*estimation Insee \*\* estimation Unedic

Sources : Insee, Dares

Au niveau international, l'Insee observe un regain d'activité modeste pour les économies avancées (les pays riches, +0,3%), mais une stagnation à 0% dans la zone euro. Rare facteur positif observé : la chute du cours de l'euro vis-à-vis du dollar pourrait « soutenir la croissance ». Mais l'institut pointe également « les incertitudes liées à l'impact économique de la crise ukrainienne (notamment en termes de débouchés à l'exportation à moyen terme) ».